

OCSTAT - Genève 1896 - 1996  
100 ANS D'INFORMATION STATISTIQUE PUBLIQUE ...  
en compte pour l'avenir.

## Aspects statistiques

N° 107

### Mélanges économiques

---

Sommaire	Page
Les multinationales et le secteur international dans le canton de Genève en 1991	3
Commerce extérieur du canton de Genève : flash sur quelques aspects	15
Marché des logements et des locaux	23

---

## Office cantonal de la statistique

8, rue du 31-Décembre

Case postale 6255 1211 Genève 6



DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE  
République et canton de Genève

L'Office cantonal de la statistique produit et recueille des informations dans tous les domaines de la statistique, les met à disposition et les diffuse. Il assure également la coordination de la statistique publique sur le plan cantonal.

### Principaux modes de diffusion :

#### **Publications**

Voir liste en page 4 de couverture

#### **Téléphone**

022 / 787 67 07 (accès principal à l'Office)

022 / 787 67 67 (indice des prix à la consommation)

#### **Télécopieur**

022 / 736 29 45

#### **Vidéotex**

\*5703 ou \*STAT#

#### **Centre de documentation**

Ouvert au public de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h

### Légende des signes

- valeur nulle
- 0 valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
- ... donnée inconnue
- /// aucune donnée ne peut correspondre à la définition
- ( ) l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
- [ ] valeur peu significative
- e valeur estimée
- p donnée provisoire
- r donnée révisée

<b>Edition</b>	Office cantonal de la statistique (OCSTAT) Genève
<b>Rédaction</b>	
Responsable de la publication	Jean-Emile Neury Directeur
Auteurs	Roland Rietschin Monique Robert
<b>Réalisation, administration</b>	
Composition, mise en page	Liliane Maudry, Noëlle Micard
Illustration graphique	Noëlle Micard, Roland Rietschin
Commandes, abonnements	Rose-Marie Attia Tél. 022 / 787 67 07
Prix :	15 F
Tirage	1 000 exemplaires
<b>Impression</b>	Steffen SA, Genève

## Aspects statistiques

N° 107

### Mélanges économiques

---

<b>Table des matières</b>	<b>Page</b>
<b>Les multinationales et le secteur international dans le canton de Genève en 1991</b>	<b>3</b>
En bref	3
Les multinationales en 1991	7
Les multinationales : évolution 1975-1991	10
Les organisations internationales en 1991	11
Le domaine international en 1991	13
<b>Commerce extérieur du canton de Genève flash sur quelques aspects</b>	<b>15</b>
Histoires de pierres gemmes ...	15
Résultats 1995 et évolution annuelle	21
Palmarès 1995 des pays	21
<b>Marché des logements et des locaux</b>	<b>23</b>
Logements inoccupés en 1995 : presque autant qu'en 1994	23
Logements vides	23
Logements vacants	24
Locaux vacants	26

---



## Les multinationales et le secteur international dans le canton de Genève en 1991

---

### En bref

En 1991, dans le canton de Genève, un emploi sur cinq est rattaché au **domaine international**, défini ici comme l'ensemble formé par les entreprises multinationales exerçant une activité de portée internationale, les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, les missions permanentes et les consulats, (voir *tableau 1*, page 5, et *encadrés de définitions* pages 4 et 12).

Les **multinationales exerçant une activité de portée internationale** constituent un volet important de cet ensemble : elles sont 264 et occupent 20 348 personnes, soit 7,8 % de l'emploi du canton (secteur primaire exclu) et 10,7 % de l'emploi du secteur privé. Les autres multinationales, qui exercent dans le canton une activité de portée locale ou nationale, sont 175 et elles représentent 18 418 emplois. Elles ne font pas partie du domaine international défini ci-dessus. Au total, 439 **multinationales** exercent une activité à Genève; elles occupent 38 766 personnes (14,9 % de l'emploi du canton et 20,4 % de l'emploi du secteur privé).

Le **secteur public international** occupe 23 230 personnes, la plus grande partie dans les organisations internationales gouvernementales, le reste

dans les missions permanentes et les consulats. Il représente 9,0 % de l'emploi du canton (secteur primaire exclu) et 33,5 % du secteur public (le reste du secteur public étant indigène, à l'échelon fédéral, cantonal ou communal).

On recense 114 **organisations internationales non gouvernementales**, qui représentent 3 456 emplois. Associations ou fondations pour la quasi-totalité, elles appartiennent au secteur privé.

Cette étude est fondée sur les résultats du recensement fédéral des entreprises de 1991 (RFE 91) et sur des travaux de recherche complémentaires. Elle constitue la mise à jour de celle effectuée par l'OCSTAT en 1984 sur la base des données du RFE 75. Les résultats de celle-ci ont été publiés dans une «Note sur les entreprises multinationales établies dans le canton de Genève» et dans un article paru dans les *Reflets conjoncturels* n° 23 (2<sup>e</sup> trimestre 1984). Les définitions utilisées ici sont identiques à celles de l'étude précédente. Cette analyse pourra être mise à jour prochainement sur la base des résultats du RFE 95. Aucun travail comparable n'existe – à notre connaissance – à l'échelon national.

## Entreprises multinationales

Une **entreprise multinationale** est une société ou un groupe de sociétés de taille relativement importante dont les activités principales (de production ou de prestations de services) s'exercent dans plusieurs pays, couvrant généralement une zone géographique étendue, et font l'objet d'une gestion ou d'un contrôle centralisé.

Dans cette définition, trois critères sont importants :

- la **taille**, qui est mesurable en termes d'emplois ou de chiffre d'affaires; ce critère s'applique à la totalité des entités constituant le groupe multinational, qui est généralement formé d'une société-mère, de filiales et de succursales;
- la **présence dans plusieurs pays** est une condition première et évidente; en général, le nombre minimum de pays est fixé à trois, ce qui est un seuil assez bas, afin d'éliminer les entreprises purement binationales; ce critère est renforcé par la notion de zone géographique étendue, ainsi que par la notion d'activités principales, puisque ce sont les activités constitutives de la firme qui doivent être établies dans plusieurs pays (à titre illustratif, on ne qualifiera pas de multinationale une entreprise de transport aérien parce qu'elle a un réseau d'agents);
- la **gestion ou le contrôle centralisé** est une condition qui permet d'éliminer de pures sociétés de portefeuille (sociétés ou holdings de financement ou de placements), qui n'ont pas pour fonction de contrôler, de diriger d'autres entreprises ou d'organiser leurs activités, et de ne retenir que des sociétés dont les diverses entités sont intégrées techniquement et sont financièrement interdépendantes (ce qui n'empêche en rien des modes d'organisation souples de l'activité des filiales d'une société multinationale).

Une **entreprise transnationale** est une société multinationale de taille très importante, active à l'échelon mondial et identifiée comme telle par l'ONU. A titre illustratif, les transnationales d'origine suisse figurant dans la liste des 100 principales entreprises transnationales reconnues par l'ONU sont : Nestlé, ASEA Brown Boveri, Ciba-Geigy, Sandoz, Roche, Holderbank.

Les définitions retenues excluent notamment : des filiales de sociétés étrangères qui ne sont pas considérées comme des multinationales, des entreprises liées par un contrat de "franchising" à une éventuelle multinationale (plusieurs cas existent dans le commerce de détail, par exemple), des entreprises entretenant des relations étroites avec des sociétés étrangères sans pour autant qu'existent des relations de filiale à maison-mère (organisations en réseau, plusieurs cas existent dans le domaine des agences-conseil).

Pour cette étude, les multinationales ont été repérées par divers moyens parmi les entreprises recensées dans le canton en 1991. Ces repérages ont été effectués sur la base des raisons sociales; les informations collectées dans le cadre du recensement n'ont pas permis de procéder à une simple exploitation de celles-ci. Diverses sources ont été utilisées, notamment : la liste des 100 principales transnationales identifiées par l'ONU, la liste des multinationales identifiées lors de l'étude effectuée par l'Office en 1984, l'Annuaire genevois, l'Atlas suisse des participations, les résultats individuels du recensement fédéral des entreprises de 1985 (liens avec l'étranger).

Considérant le flou relatif de la définition, le caractère incomplet des informations disponibles sur les entreprises ainsi que le nombre important d'entreprises actives dans le canton, cette étude ne prétend ni à l'exhaustivité du repérage ni à la parfaite cohérence de l'application des critères. Les résultats mettent toutefois clairement en évidence l'importance générale des multinationales ainsi que les principaux domaines dans lesquels elles sont actives.

## Domaine international, en 1991

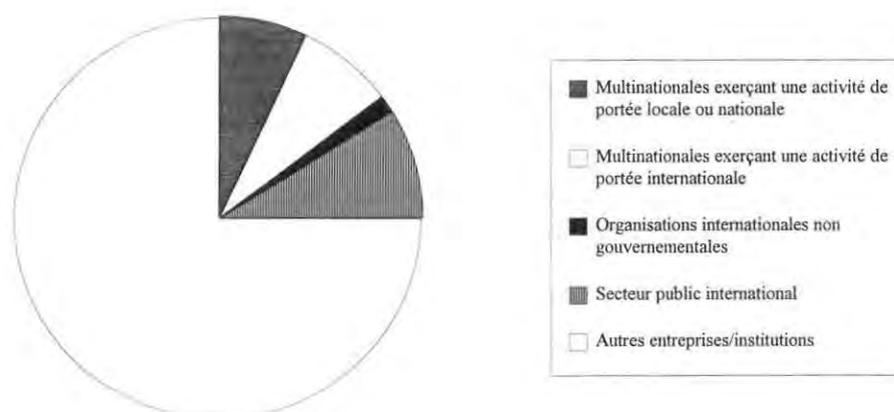
	Entreprises (1)	Emplois		
		à plein temps	à temps partiel	Total
<b>Ensemble du canton (2)</b>	<b>18 952</b>	<b>207 354</b>	<b>52 197</b>	<b>259 551</b>
<b>Domaine international (a + B + C)</b>	<b>557</b>	<b>39 274</b>	<b>7 760</b>	<b>47 034</b>
En % de l'ensemble du canton	2,9	18,9	14,9	18,1
Entreprises multinationales	439	34 817	3 949	38 766
a exerçant une activité de portée internationale	264	19 132	1 216	20 348
exerçant une activité de portée locale ou nationale	175	15 685	2 733	18 418
B Organisations internationales non gouvernementales	114	2 663	793	3 456
C Secteur public international	179	17 479	5 751	23 230
Organisations internationales gouvernementales	19	13 999	5 508	19 507
Missions permanentes	118	3 205	225	3 430
Consulats	42	275	18	293

(1) Entreprises ayant au moins un établissement dans le canton, que ce soit le siège ou non.

(2) Secteurs secondaire et tertiaire, sans le secteur primaire (3 164 emplois).

Source : OFS / OCSTAT – Recensement fédéral des entreprises 1991 et sources complémentaires

**Emploi du domaine international et des autres multinationales, par rapport au total de l'emploi du canton, en 1991**



## Entreprises multinationales (1) selon l'activité économique (2), en 1991

	Entreprises multinationales		Ensemble des entreprises (1) (3)	Part des multinationales dans l'ensemble
	Entreprises	Emplois	Emplois	Emplois, en %
Industrie, arts et métiers	48	6 743	27 322	24,7
dont : Arts graphiques	4	82	3 224	2,5
Industrie chimique	9	2 619	3 093	84,7
Construction de machines	6	1 039	3 241	32,1
Construction électrique, électronique	14	1 890	3 288	57,5
Horlogerie, bijouterie	4	277	5 412	5,1
Bâtiment et génie civil	11	1 949	18 167	10,7
Construction (gros oeuvre)	7	1 785	9 460	18,9
Aménagement et parachèvement	4	164	8 707	1,9
Commerce, hôtellerie, réparation	119	9 442	59 796	15,8
dont : Commerce de gros	91	7 332	16 837	43,5
Intermédiaires du commerce	5	68	723	9,4
Commerce de détail	18	1 480	23 161	6,4
Hôtellerie et restauration	5	562	15 238	3,7
Transports et communications	29	1 508	17 583	8,6
dont : Transport aérien	4	326	5 040	6,5
Expédition, agence de voyage	16	884	2 144	41,2
Banques, assurances, agences-conseil	227	18 828	54 179	34,8
dont : Banques et sociétés financières	121	13 948	20 800	67,1
Assurances	15	1 776	3 800	46,7
Services commerciaux, consultants	79	2 276	18 839	12,1
Autres activités	5	296	82 504	0,4
<b>Total</b>	<b>439</b>	<b>38 766</b>	<b>259 551</b>	<b>14,9</b>

(1) Entreprises ayant au moins un établissement dans le canton, que ce soit le siège ou non.

(2) L'activité retenue ici est celle de l'entreprise. Cette répartition diffère de celle - plus traditionnelle - qui est opérée en fonction de l'activité de l'établissement.

(3) Secteurs secondaire et tertiaire, sans le secteur primaire (3 164 emplois).

Source : OFS / OCSTAT – Recensement fédéral des entreprises 1991 et sources complémentaires

## Les multinationales en 1991

Parmi les entreprises recensées en 1991 dans le cadre du recensement fédéral des entreprises, 439 entreprises multinationales ou filiales de groupes multinationaux ont été identifiées. Elles occupent ensemble 38 766 personnes, dont 10,2 % à temps partiel. Leur répartition par activité économique diffère nettement de celle des autres entreprises (voir *tableau 2*, page 6). En termes d'emploi, elles sont nombreuses dans la banque (13 948 emplois), le commerce de gros (7 332) et l'industrie (6 743). La part des multinationales est particulièrement élevée dans l'industrie chimique (84,7 % des emplois), la banque et les sociétés financières (67,1 %), la construction électrique et électronique (57,5 %), les assurances (46,7 %), le commerce de gros (43,5 %), l'expédition et les transports (41,2 %).

La **chimie** compte surtout des entreprises de grande taille et de taille moyenne<sup>1</sup>. Figurent parmi les multinationales des entreprises suisses établies de longue date ainsi que des filiales de groupes étrangers.

Dans le **secteur bancaire**, de grandes banques suisses comptent parmi les multinationales et de nombreuses banques étrangères appartiennent à un groupe multinational.

Dans la **construction électrique et électronique**, les principales multinationales identifiées sont de grandes entreprises d'origine suisse. C'est aussi le cas pour les **assurances**.

Dans le **commerce de gros**, par contre, les multinationales sont d'origine étrangère pour la plupart. On y trouve beaucoup d'entreprises dont l'activité principale est d'ordre industriel (chimie, fabricants d'ordinateurs, constructeurs de voitures, etc.) mais qui exercent dans le canton une activité essentiellement commerciale.

Les multinationales de l'**expédition et des transports** sont principalement de grands transporteurs suisses de marchandises ainsi que des entreprises étrangères actives dans le domaine du transport rapide de courrier et de colis.

La liste des branches économiques au sein desquelles les multinationales sont importantes

n'étonne pas, tant il est vrai que les activités précitées prédisposent aux relations internationales ou sont très exportatrices. En revanche, et pour des motifs tout aussi compréhensibles, certaines branches ne comprennent que peu de multinationales : industrie du bois, arts graphiques, métallurgie, second oeuvre de la construction (aménagement et parachèvement), commerce de détail, hôtellerie-restauration, transports aériens (les compagnies nationales ne sont pas considérées comme des multinationales), affaires immobilières, services personnels. Il en va de même, pour d'autres raisons, des branches où prédominent les institutions à but non lucratif et le secteur public.

Les multinationales comprennent une catégorie particulière, celle des **transnationales** : ce sont des multinationales de taille très importante, actives à l'échelon mondial et identifiées comme telles par l'ONU. Dans le canton, 70 transnationales sont établies; elles occupent 6 452 personnes (voir *tableau 3*, page 8). La majorité sont d'origine étrangère, 6 d'origine suisse; 40 d'entre elles sont actives dans le commerce de gros.

Parmi les 439 multinationales, 115 sont d'**origine suisse** (46,1 % de l'emploi des multinationales) et 324 d'**origine étrangère** (53,9 % de l'emploi). En termes d'emploi, la part des entreprises suisses est prépondérante dans la chimie, la construction de machines, la construction électrique et électronique, les assurances. Les multinationales étrangères prédominent nettement dans le commerce de gros et le commerce de détail.

Qui dit multinationales pense aux relations avec le vaste monde, c'est naturel au premier abord. Il est cependant opportun de s'intéresser au **type d'activité** que les multinationales exercent effectivement à Genève. Ainsi, de nombreuses multinationales exercent dans le canton une activité de portée locale ou nationale. Exemples : les entreprises du bâtiment filiales de groupes multinationaux qui construisent dans la région ou gèrent des projets à l'échelon national; des filiales de fabricants de voitures qui importent en Suisse les produits de leur maison-mère; des commerces de détail et des chaînes de restaurants appartenant à des groupes multinationaux; des banques et des

<sup>1</sup> La taille retenue ici est fondée sur le nombre d'emplois de l'entreprise dans le canton.

**Entreprises multinationales (1) selon l'origine et le type d'activité, en 1991**

	Entreprises suisses		Entreprises étrangères		Total	
	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois
<b>Entreprises multinationales</b>	<b>115</b>	<b>17 879</b>	<b>324</b>	<b>20 887</b>	<b>439</b>	<b>38 766</b>
à activité internationale	42	6 358	222	13 990	264	20 348
à activité nationale ou locale	73	11 521	102	6 897	175	18 418
Entreprises transnationales	6	546	64	5 906	70	6 452
à activité internationale	3	475	32	3 835	35	4 310
à activité nationale ou locale	3	71	32	2 071	35	2 142
Autres entreprises multinationales	109	17 333	260	14 981	369	32 314
à activité internationale	39	5 883	190	10 155	229	16 038
à activité nationale ou locale	70	11 450	70	4 826	140	16 276

(1) Entreprises ayant au moins un établissement dans le canton, que ce soit le siège ou non.

Source : OFS / OCSTAT – Recensement fédéral des entreprises 1991 et sources complémentaires

**Entreprises multinationales (1) et organisations internationales non gouvernementales, selon la taille, en 1991**

	Entreprise de ... emplois (dans le canton)						Total
	1 - 19	20 - 49	50 - 99	100 - 199	200 - 499	500 et +	
<b>Entreprises</b>							
<i>Secteur privé (ensemble) (2)</i>	17 179	920	243	161	80	33	18 616
Entreprises multinationales	204	86	58	46	31	14	439
Organisations internationales non gouvernementales	91	11	2	6	3	1	114
<b>Emplois</b>							
<i>Secteur privé (ensemble) (2)</i>	64 006	27 638	16 908	22 167	24 889	34 658	190 266
Entreprises multinationales	1 618	2 942	4 076	6 456	9 380	14 294	38 766
Organisations internationales non gouvernementales	588	282	183	857	779	767	3 456
<b>Emplois, répartition en %</b>							
<i>Secteur privé (ensemble) (2)</i>	33,6	14,5	8,9	11,7	13,1	18,2	100,0
Entreprises multinationales	4,2	7,6	10,5	16,6	24,2	36,9	100,0
Organisations internationales non gouvernementales	17,0	8,2	5,3	24,8	22,5	22,2	100,0

(1) Entreprises ayant au moins un établissement dans le canton, que ce soit le siège ou non.

(2) Secteurs secondaire et tertiaire, sans le secteur primaire (3 164 emplois).

Source : OFS / OCSTAT – Recensement fédéral des entreprises 1991 et sources complémentaires

assurances dont la clientèle est principalement locale; des loueurs de voitures. Parmi les 439 multinationales, 175 exercent une **activité de portée locale ou nationale**; elles occupent 18 418 personnes (47,5 % de l'emploi des multinationales). Les 264 autres multinationales exercent à Genève une **activité effectivement de portée internationale**. Il s'agit notamment d'industries exportatrices, de quartiers généraux qui coordonnent depuis Genève les activités de leur groupe, de banques commerciales tournées vers les affaires internationales.

Le type d'activité n'est pas indépendant de la branche économique, comme le montrent les exemples précités, mais son attribution s'est faite à l'échelon de l'entreprise elle-même, et non pas uniformément par branche.

Les transnationales exercent plus que les autres une activité de portée internationale (66,8 % de l'emploi, contre 49,6 % pour les autres), mais l'écart n'est pas béant. Il est plus marqué selon

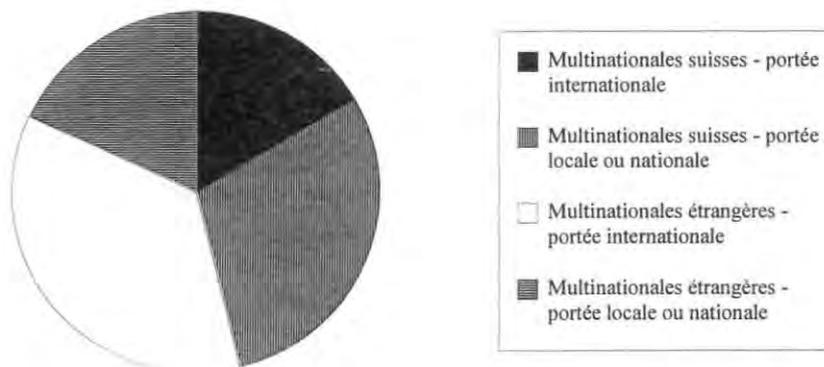
l'origine. Ainsi, un tiers (en termes d'emploi) des multinationales suisses sont tournées vers les activités de portée internationale, contre deux tiers pour les multinationales étrangères. Du côté des multinationales suisses, cette situation s'explique en partie par l'importance des banques, des assurances, de la construction, largement tournées vers la clientèle locale ou nationale.

Par définition, les multinationales sont des entreprises de grande taille, du moins quand on considère l'ensemble de l'entreprise ou du groupe. Les parties genevoises des multinationales sont elles aussi plus grandes que le reste des entreprises du canton. Ainsi, 77,7 % de l'emploi des multinationales se trouvent dans des entreprises occupant au moins 100 personnes à Genève, alors que cette part se fixe à 43,0 % pour l'ensemble du secteur privé (voir *tableau 4*). Il existe dans le canton des entreprises membres d'un groupe multinational qui occupent peu de personnel; il s'agit surtout de filiales, parfois dédiées à une activité particulière, par exemple en matière financière.

Canton de Genève

Graphique 2

Multinationales selon l'origine et le type d'activité, en 1991  
Répartition de l'emploi



## Les multinationales : évolution 1975-1991

Entre 1975 et 1991, l'emploi des multinationales augmente de 87,4 %, tandis que l'emploi dans le canton (secteur primaire exclu) progresse de 30,4 %. La hausse est frappante pour les multinationales d'origine suisse (+ 248,0 %), elle est « dans la tendance » pour les multinationales étrangères (+ 34,4 %) (voir *tableau 5*). L'emploi des multinationales exerçant dans le canton une activité de portée locale ou nationale fait plus que quadrupler (+ 330,3 %); pour celles qui exercent une activité de portée internationale, il augmente de 24,1 %. Ces évolutions nécessitent un bémol et des explications.

**Bémol :** compte tenu des travaux de recherche que nécessite le repérage des multinationales parmi les entreprises recensées, les variations entre 1975 et 1991 présentent un caractère légèrement approximatif car il est impossible de garantir une cohérence parfaite entre les critères appliqués respectivement en 1975 et 1991. Les écarts entre les variations sont toutefois suffisamment grands pour que l'on n'ait aucun doute quant à la forme prise par cette évolution.

**Explications :** l'évolution constatée ne tient que peu à la croissance des multinationales identifiées en 1975, mais elle doit beaucoup au fait que de nombreuses entreprises sont devenues soit des

multinationales soit des filiales de multinationales. Fusions, acquisitions, regroupements, concentrations, expansion, cela dans un contexte de globalisation, de libéralisation des échanges (pour les biens et services comme pour les capitaux), d'accroissement marqué du commerce international : tels sont les principaux facteurs explicatifs généraux de l'évolution enregistrée. Ainsi, la forte croissance des multinationales d'origine suisse et des multinationales exerçant à Genève une activité de portée locale ou nationale doit beaucoup au fait que des entreprises déjà actives dans le canton en 1975 sont entre-temps devenues des multinationales. Le phénomène est patent dans la banque<sup>2</sup> et les assurances. Et d'autres entreprises établies avant 1975 ont été rachetées par des multinationales et sont ainsi devenues membres d'un groupe multinational. Par contre, l'emploi dans les multinationales étrangères ne progresse guère plus vite que l'emploi total du canton (respectivement 34,4 % et 30,4 %) et l'emploi du « noyau dur » que constituent les multinationales étrangères à activité de portée internationale (+ 15,0 %) augmente moins que l'emploi total.

<sup>2</sup> Les grandes banques n'ont pas été considérées comme des multinationales en 1975.

Canton de Genève

Tableau 5

**Entreprises multinationales (1) selon l'origine et le type d'activité**  
Comparaison 1975-1991

	1975		1991		Variation, en %	
	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois
<b>Entreprises multinationales</b>	<b>319</b>	<b>20 683</b>	<b>439</b>	<b>38 766</b>	<b>37,6</b>	<b>87,4</b>
à activité internationale	240	16 403	264	20 348	10,0	24,1
à activité nationale ou locale	79	4 280	175	18 418	121,5	330,3
Multinationales d'origine suisse	26	5 137	115	17 879	342,3	248,0
à activité internationale	5	4 236	42	6 358	740,0	50,1
à activité nationale ou locale	21	901	73	11 521	247,6	1178,7
Multinationales étrangères	293	15 546	324	20 887	10,6	34,4
à activité internationale	235	12 167	222	13 990	-5,5	15,0
à activité nationale ou locale	58	3 379	102	6 897	75,9	104,1

(1) Entreprises ayant au moins un établissement dans le canton, que ce soit le siège ou non.

Source : OFS / OCSTAT – Recensement fédéral des entreprises 1991 et sources complémentaires

## Les organisations internationales en 1991

L'emploi des organisations internationales gouvernementales (OIG) est suivi annuellement par l'enquête de l'OCSTAT auprès des organisations internationales. Concernant les organisations non gouvernementales (OING), cette enquête ne couvre que les dix principales, qui occupent chacune plus de 100 personnes (voir *encadré de définitions et liste*, page 12). L'ensemble des OING ne peut être saisi qu'à travers les résultats du recensement fédéral des entreprises, en les identifiant une à une. En 1991, 114 OING sont recensées dans le canton, elles occupent 3 456 personnes. Le recensement des entreprises ne prend en compte que les organisations au sein desquelles vingt heures de travail au moins sont effectuées par semaine, par une ou plusieurs personnes, celles-ci n'étant comptées que si elles effectuent au moins six heures par semaine. Il existe à Genève de nombreuses

organisations qui n'occupent pratiquement pas de personnel et qui ne sont ici guère que des boîtes aux lettres. Elles sont ainsi écartées des résultats du recensement.

Les OING sont concentrées dans trois branches économiques : la défense d'intérêts collectifs, les oeuvres sociales, les organisations religieuses et philosophiques (voir *tableau 6*). Elles représentent 1,3 % de l'emploi du canton (secteur primaire exclu), mais leur part dépasse 17 % dans les trois branches précitées et elle atteint même 38,5 % dans la défense d'intérêts collectifs. Les 10 principales, qui occupent au moins 100 personnes, représentent ensemble 69,5 % de l'emploi des OING. Plus de 90 organisations occupent moins de 20 personnes dans le canton (voir *tableau 4*, page 8).

Canton de Genève

Tableau 6

### Organisations internationales non gouvernementales (OING) selon l'activité économique (1), en 1991

	Organisations internationales non gouvernementales (OING)		Ensemble des entreprises (2)	Part des OING dans l'ensemble
	Entreprises	Emplois	Emplois	Emplois, en %
Services commerciaux, consultants	7	238	18 839	1,3
Enseignement	4	348	14 555	2,4
Oeuvres et hébergement sociaux	15	1 070	6 024	17,8
Organisations religieuses, philosophiques	9	421	1 438	29,3
Défense d'intérêts collectifs	75	1 230	3 193	38,5
Autres activités	4	149	215 502	0,1
<b>Total</b>	<b>114</b>	<b>3 456</b>	<b>259 551</b>	<b>1,3</b>

(1) L'activité retenue ici est celle de l'entreprise. Cette répartition diffère de celle - plus traditionnelle - qui est opérée en fonction de l'activité de l'établissement.

(2) Secteurs secondaire et tertiaire, sans le secteur primaire (3 164 emplois).

Source : OFS / OCSTAT - Recensement fédéral des entreprises 1991 et sources complémentaires

## Organisations internationales

De manière générale, les **organisations internationales (OI)** ont pour but de développer la solidarité, d'assurer la défense des intérêts, sur le plan international, d'États ou d'organismes nationaux constitués en fonction d'intérêts économiques, professionnels ou scientifiques, d'affinités culturelles, idéologiques ou politiques, de croyances religieuses, etc.

La constitution des **organisations internationales gouvernementales (OIG)** résulte d'accords intergouvernementaux auxquels ont adhéré au moins trois États (sinon, il s'agit d'organisations bilatérales). Les organisations internationales gouvernementales sont des institutions durables, constituées de manière régulière, qui réunissent des représentants des États membres pour remplir des fonctions d'intérêt international.

Les **organisations internationales non gouvernementales (OING)** sont des associations sans but lucratif, indépendantes des gouvernements, organisées au niveau international. Leur constitution ne résulte pas d'accords intergouvernementaux et elles ne possèdent pas de statut juridique international. Les buts des OING sont multiples et se rapportent à de nombreux domaines économiques, scientifiques, culturels, etc. Leurs activités et leur composition sont également extrêmement diversifiées.

Les dix OING les plus importantes sur le plan de l'emploi, couvertes par l'enquête annuelle de l'OCSTAT, sont :

• Comité international de la Croix-Rouge	CICR
• Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	IFRC
• Conseil oecuménique des églises	COE
• Fédération luthérienne mondiale	FLM
• Fondation de l'école internationale de Genève	-
• Association du transport aérien international	IATA
• Institut Battelle	-
• Organisation internationale de normalisation	ISO
• Union européenne de radiodiffusion	UER
• Commission électrotechnique internationale	CEI

Dans le cadre de cette étude, les autres OING ont été repérées dans les résultats du recensement fédéral des entreprises de 1991 au moyen notamment de la liste des organismes affiliés à la Fédération des institutions internationales semi-officielles et privées établies à Genève (FIIG).

## Le domaine international en 1991

Le domaine international comporte deux volets; le premier est formé des organisations internationales gouvernementales, des missions permanentes, des consulats et des organisations internationales non gouvernementales; le second des multinationales exerçant à Genève une activité de portée internationale. En quoi peut-on lier ces catégories ?

Les organisations internationales gouvernementales forment un noyau autour duquel gravitent les missions permanentes – ambassades des pays auprès des organisations internationales – et les organisations non gouvernementales. Plusieurs de ces dernières entretiennent des relations avec les organisations gouvernementales et leur présence dans le canton est notablement motivée par celle des premières. L'activité consulaire n'est pas directement liée aux organisations internationales, mais la présence à Genève de nombreux consulats est imputable au caractère cosmopolite du canton, qui, lui, doit beaucoup à la présence des organisations internationales. Ce premier volet groupe 293 institutions occupant 26 686 personnes.

Le lien entre les multinationales et les organismes précités est plus ténu. Historiquement, il est vraisemblable que la présence des organisations internationales a constitué un facteur important dans la décision de s'établir à Genève pour de nombreuses multinationales étrangères. Ensuite, une logique de centralité a joué; des synergies se sont établies, englobant l'aéroport, le système bancaire, la position centrale sur le plan géographique en Europe, etc. Toutefois, bien que ces tropismes agissent encore, l'évolution enregistrée entre 1975 et 1991 montre bien que les multinationales exerçant une activité de portée internationale se sont développées beaucoup moins vite que celles qui exercent une activité de portée locale ou nationale.

En 1991, le second volet du domaine international, constitué des multinationales exerçant une activité de portée internationale, compte 264 entreprises, représentant 20 348 emplois. Au sein de cet ensemble, 30 multinationales (5 495 emplois) appartiennent au secteur secondaire et 234 (14 853 emplois) au secteur tertiaire. ■



## Commerce extérieur du canton de Genève : flash sur quelques aspects

---

### Histoires de pierres gemmes ...

A Genève, les résultats de la statistique du commerce extérieur sont régulièrement analysés, notamment dans une optique conjoncturelle. En ce qui concerne les exportations, il est généralement admis que les entreprises situées dans le canton exportent directement la quasi-totalité de leurs produits. En conséquence, les résultats de la statistique reflètent bien la structure de ces exportations ainsi que leur évolution conjoncturelle. Quant aux importations, leur structure à l'échelon régional reflète d'abord et surtout l'organisation des circuits de distribution. Dans la mesure où cette organisation perdure, l'évolution des importations du canton présente un intérêt certain.

Dans le cadre de l'analyse conjoncturelle, il est un ensemble de marchandises dont le commerce porte sur des sommes considérables sans pour autant représenter une activité économique d'importance comparable. Il s'agit des métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités. La Direction générale des douanes, en charge de la statistique du commerce extérieur, en tient compte en présentant les résultats pour deux agrégats :

- l'ensemble des marchandises (sous l'appellation d'«indice I»);
- l'ensemble des marchandises à l'exclusion des métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (sous l'appellation d'«indice II»).

A Genève, l'analyse de l'évolution conjoncturelle se fonde sur le second agrégat, mais les chiffres sont aussi diffusés pour le premier.

Le commerce extérieur des métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités porte chaque année sur des sommes supérieures au milliard de francs, à l'importation comme à l'exportation. Les principaux chiffres sont présentés dans les *tableaux 1 et 2* (pages 16 et 18). Notons la diminution marquée des deux flux en 1995. Compte tenu des sommes en jeu et de leur volatilité, l'évolution du commerce extérieur sans métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités diffère de celle que l'on enregistre pour l'ensemble des marchandises. Certaines années, la variation change même de signe quand on passe d'un agrégat à l'autre. En 1994, par exemple, les exportations progressent de 3,7 % si l'on exclut les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, mais reculent de 2,7 % si l'on considère l'ensemble des marchandises.

Pour les six dernières années prises globalement, les importations de métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités représentent 26,0 % du total des importations; la part correspondante se fixe à 19,2 % pour les exportations. Cela n'est donc pas négligeable !

Parmi ce groupe de marchandises, la place la plus importante revient, de très loin, aux pierres gemmes. Viennent ensuite les objets d'art et les antiquités. Le commerce de métaux précieux est relativement marginal à Genève.

Dans le commerce extérieur de la Suisse, la place des métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités est nettement moins importante (3,9 % à l'importation et 4,4 % à l'exportation en 1995). Au sein du groupe concerné, les parts sont

**Commerce extérieur en valeur**

Impact des métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités

	Ensemble des marchandises		Mét. précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (1)		Sans mét. précieux, p. gemmes objets d'art et antiquités	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
<b>Milliers de francs</b>						
1990	7 120 670	8 861 395	2 042 655	2 337 674	5 078 015	6 523 721
1991	6 460 847	8 120 276	1 715 315	1 717 569	4 745 532	6 402 707
1992	6 203 808	8 599 350	1 735 672	1 668 686	4 468 136	6 930 664
1993	6 402 662	9 631 817	1 714 917	2 004 892	4 687 745	7 626 925
1994	6 039 993	9 376 320	1 538 283	1 466 243	4 501 710	7 910 077
1995	5 666 582	8 399 275	1 111 270	962 101	4 555 312	7 437 174
<b>Variation annuelle, en %</b>						
1991	-9,3	-8,4	-16,0	-26,5	-6,5	-1,9
1992	-4,0	5,9	1,2	-2,8	-5,8	8,2
1993	3,2	12,0	-1,2	20,1	4,9	10,0
1994	-5,7	-2,7	-10,3	-26,9	-4,0	3,7
1995	-6,2	-10,4	-27,8	-34,4	1,2	-6,0

(1) Sans or ni argent en lingots.

NB. Les différences dues aux arrondis ne sont pas rectifiées.

Source : Direction générale des douanes - Statistique du commerce extérieur / Office cantonal de la statistique

**La statistique régionalisée du commerce extérieur**

Cette statistique, basée sur l'Ordonnance du Conseil fédéral sur la statistique du commerce extérieur du 5 décembre 1988, est établie trimestriellement par la Direction générale des douanes. Elle est fondée sur les déclarations en douane. Le commerce extérieur des cantons est défini par rapport à l'étranger. Les flux de marchandises entre les cantons ne sont donc pas pris en considération.

- Est comptée comme importation genevoise toute marchandise en provenance d'un pays étranger à destination du canton de Genève si le destinataire (personne ou entreprise) est établi dans le canton.
- Est considérée comme exportation genevoise toute marchandise exportée vers un pays étranger par une personne, un fabricant ou une société de commerce sis dans le canton.
- La valeur correspond au prix facturé augmenté des frais de transport, d'assurances et autres frais jusqu'à la frontière suisse, alors que les rabais et les escomptes en sont déduits. A l'importation, les droits de douanes, impôts ou autres redevances perçues en vertu de la législation suisse ne sont pas inclus dans la valeur; à l'exportation, ils sont ajoutés à la valeur dans la mesure où ils ne sont pas remboursables. Les valeurs sont exprimées en francs courants.
- La répartition régionale du commerce extérieur est opérée sur la base des numéros postaux.
- Les marchandises en simple transit ne sont pas prises en compte dans cette statistique.

(texte repris et adapté de : SCRIS, *Numéros*, Lausanne, avril 1996)

différentes : les pierres gemmes restent en tête, mais les métaux précieux occupent la deuxième place, largement avant les objets d'art et les antiquités. Dans le commerce extérieur de la Suisse, Genève occupe une très large place sur le plan des pierres gemmes, des objets d'art et des antiquités. Sa place est par contre marginale pour les métaux précieux.

Genève est l'une des plaques tournantes du marché mondial des pierres gemmes. Stabilité et sécurité, conditions-cadre favorables, effet «boule de neige» (effet de centralité), caractère cosmopolite de la ville figurent parmi les principaux facteurs explicatifs de cette situation.

Les importations et exportations enregistrées ne reflètent toutefois qu'une petite partie de ce commerce : le plus gros s'effectue dans les Ports francs et ne donne lieu à aucun dédouanement. Parmi les pierres importées, une partie est ensuite utilisée en bijouterie. La diminution observée en 1995 est d'abord imputable à l'évolution conjoncturelle de ce marché, qui peut recouvrir aussi bien des mouvements de volume que des mouvements de prix (les données en valeur étant exprimées en franc suisse dans la statistique, certains mouvements de prix peuvent être dus en grande partie aux fluctuations du franc). Il est aussi probable que l'introduction de la TVA ait entraîné un léger report sur les Ports francs.

L'importance du marché des objets d'art et antiquités est liée à la présence à Genève de grandes maisons de ventes aux enchères. Une partie de ce commerce s'effectue dans les Ports francs. Dans cette branche, la baisse des importations et des exportations est attribuable pour l'essentiel à l'évolution conjoncturelle.

A l'échelon cantonal, quels sont les **principaux pays** partenaires du commerce des métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités ? Pour huit pays, les importations de ces marchandises représentent de fortes sommes (plus de 300 millions par pays pour les six années 1990-1995) et, de plus, leur part dans le total des importations en provenance du pays concerné est élevée (plus de 40 %) : Etats-Unis, Belgique et Luxembourg<sup>3</sup>, Hong-Kong, Irlande, Panama, Thaïlande, Israël. Pour la France et la Grande-Bretagne, la somme est élevée, mais la part est inférieure à 40 %. A l'exportation, la somme dépasse 300 millions pour les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, Hong-Kong, la

<sup>3</sup> Dans la statistique du commerce extérieur, la Belgique et le Luxembourg sont considérés comme une seule entité.

Belgique et le Luxembourg, l'Italie, l'Arabie Saoudite et le Japon. Toutefois, la proportion des marchandises en question ne dépasse la barre des 40 % que pour la Belgique et le Luxembourg. C'est aussi le cas, mais la somme est inférieure à 300 millions, pour le Panama et Israël.

Pour certains pays, les sommes sont relativement faibles, mais les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités représentent plus du 80 % du commerce extérieur. A l'importation, citons à titre illustratif : la Zambie, la Birmanie, le Libéria, la Colombie, la Russie. A l'exportation, mentionnons le Libéria. Pour vingt-quatre pays, plus de la moitié des flux enregistrés au cours des six années sous revue sont imputables aux métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités.

Pour les années 1990-1995, les importations de **métaux précieux** proviennent principalement d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Arabie Saoudite. Les exportations se font surtout à destination de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon et de Taïwan. Les fluctuations sont toutefois très marquées, ce qui tient sans doute au caractère très ponctuel de certaines transactions.

Trois pays sont des partenaires importants sur le marché des **objets d'art** : la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, à l'importation comme à l'exportation (respectivement 89,1 % et 87,5 % à eux trois pour la période 1990-1995). Sur ce marché aussi, les fluctuations du commerce avec un pays donné peuvent être fortes d'une année à l'autre.

Concernant les **antiquités**, six pays sortent du lot, à l'importation et à l'exportation : l'Allemagne, la France, la Belgique et le Luxembourg, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et Hong-Kong. Ils représentent à eux six 80,2 % des importations et 82,8 % des exportations. La part de la Grande-Bretagne est particulièrement élevée. Pour les antiquités aussi, les fluctuations annuelles sont marquées.

Compte tenu de la part des **pierres gemmes** dans le total des marchandises exclues de l'«indice II», la liste des pays les plus concernés est la même que celle qui figure ci-dessus pour lesdites marchandises. A l'importation, ces pays sont : France, Belgique et Luxembourg, Grande-Bretagne, Irlande, Israël, Thaïlande, Hong-Kong, Etats-Unis, Panama. A l'exportation, ce sont : France, Italie, Belgique et Luxembourg, Grande-Bretagne, Arabie Saoudite, Hong-Kong, Etats-Unis.

## Commerce extérieur en valeur (milliers de francs)

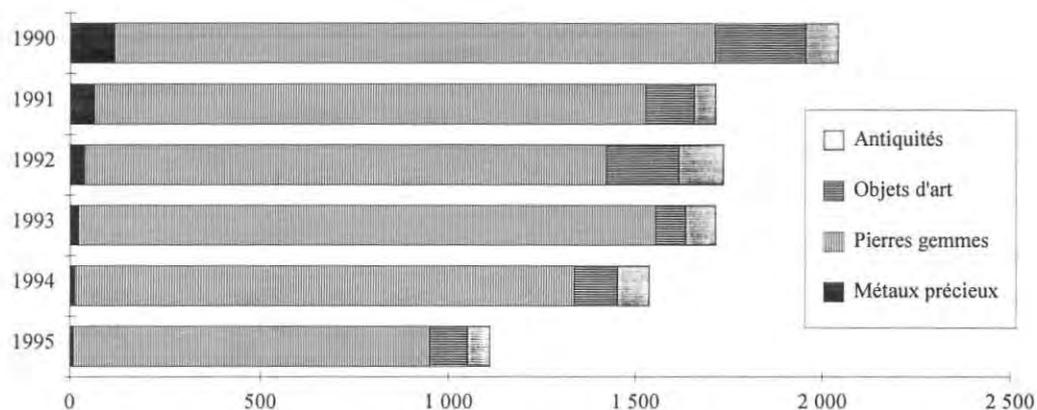
	Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités					Autres marchandises	Total général
	Métaux précieux (1)	Pierres gemmes	Objets d'art	Antiquités	Total		
<b>Importations</b>							
1990	116 930	1 593 729	245 301	86 694	2 042 655	5 078 015	7 120 670
1991	65 859	1 460 763	130 387	58 306	1 715 315	4 745 532	6 460 847
1992	38 956	1 383 925	194 029	118 761	1 735 672	4 468 136	6 203 808
1993	22 715	1 530 656	80 744	80 803	1 714 917	4 687 745	6 402 662
1994	12 988	1 322 883	115 918	86 493	1 538 283	4 501 710	6 039 993
1995	9 278	940 542	100 971	60 479	1 111 270	4 555 312	5 666 582
<b>Total 1990-95</b>	266 726	8 232 498	867 350	491 536	9 858 112	28 036 450	37 894 562
En %	2,7	83,5	8,8	5,0	100,0	///	///
En %	0,7	21,7	2,3	1,3	26,0	74,0	100,0
<b>Exportations</b>							
1990	82 932	1 503 820	638 502	112 420	2 337 674	6 523 721	8 861 395
1991	79 192	1 352 454	195 935	89 988	1 717 569	6 402 707	8 120 276
1992	72 717	1 182 060	269 411	144 498	1 668 686	6 930 664	8 599 350
1993	16 224	1 592 347	273 768	122 554	2 004 892	7 626 925	9 631 817
1994	25 112	1 182 118	167 211	91 801	1 466 243	7 910 077	9 376 320
1995	14 911	746 249	121 704	79 237	962 101	7 437 174	8 399 275
<b>Total 1990-95</b>	291 088	7 559 048	1 666 531	640 498	10 157 165	42 831 268	52 988 433
En %	2,9	74,4	16,4	6,3	100,0	///	///
En %	0,5	14,3	3,1	1,2	19,2	80,8	100,0
<b>Suisse, en 1995</b>							
Importations	924 225	2 274 960	378 774	129 834	3 707 793	90 775 472	94 483 266
Exportations	1 154 552	2 355 574	485 415	228 824	4 224 363	92 012 019	96 236 382
<b>Part de Genève dans la Suisse, en 1995, en %</b>							
Importations	1,0	41,3	26,7	46,6	30,0	5,0	6,0
Exportations	1,3	31,7	25,1	34,6	22,8	8,1	8,7

(1) Sans or ni argent en lingots.

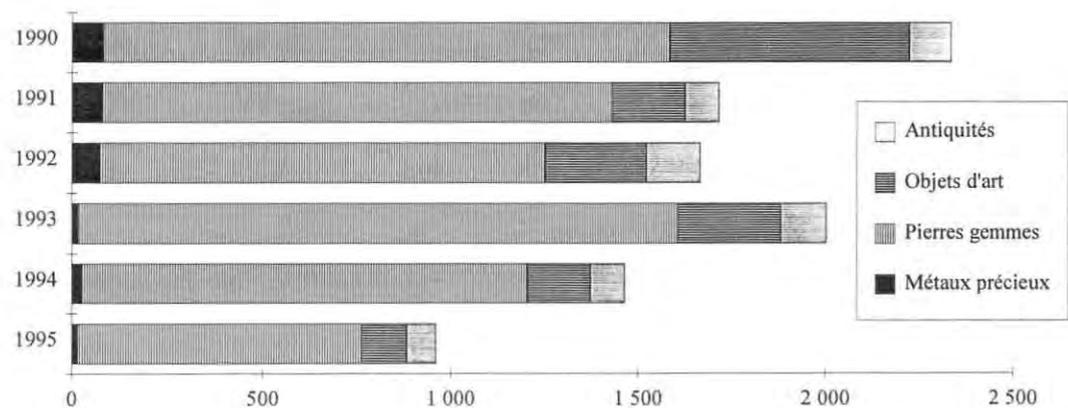
NB. Les différences dues aux arrondis ne sont pas rectifiées.

Source : Direction générale des douanes - Statistique du commerce extérieur / Office cantonal de la statistique

**Importations en valeur (millions de francs) de métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités**



**Exportations en valeur (millions de francs) de métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités**



**Commerce extérieur en valeur, selon l'emploi, la nature des marchandises ou par continent, en 1995**  
 Sans métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités

	Importations			Exportations		
	Milliers de F	Répartition, en %	Variation 1994-95, en %	Milliers de F	Répartition, en %	Variation 1994-95, en %
<b>Total</b>	<b>4 555 312</b>	<b>100,0</b>	<b>1,2</b>	<b>7 437 174</b>	<b>100,0</b>	<b>-6,0</b>
<b>Selon l'emploi des marchandises</b>						
Matières premières et demi-produits	1 023 619	22,5	0,7	1 374 093	18,5	4,8
Produits énergétiques	130 396	2,9	-23,6	30 580	0,4	-30,0
Biens d'équipement	663 907	14,6	14,4	955 796	12,9	-2,0
Biens de consommation	2 737 390	60,1	0,1	5 076 705	68,3	-9,0
<b>Selon la nature des marchandises</b>						
Produits de l'agriculture, sylvic., pêch	477 614	10,5	4,4	91 203	1,2	74,0
Produits énergétiques	130 396	2,9	-23,6	30 580	0,4	-30,0
Textiles, habillement, chaussures	282 602	6,2	-3,7	45 937	0,6	-8,1
Papiers, ouvr. en papier, arts graphiqu	263 452	5,8	13,9	104 258	1,4	19,7
Cuirs, caoutchouc, matières plastiques	95 674	2,1	-5,7	28 374	0,4	-4,6
Produits chimiques	520 927	11,4	-4,4	1 411 179	19,0	2,9
Pierres et terres	84 946	1,9	17,6	10 234	0,1	-9,1
Métaux	155 654	3,4	4,4	121 405	1,6	8,4
Machines, appareils, électronique	540 438	11,9	-7,0	786 169	10,6	0,2
Véhicules	630 576	13,8	43,4	75 775	1,0	-12,7
Instr. de précision, horlogerie, bijouter	1 212 327	26,6	-7,3	4 680 223	62,9	-10,5
Autres produits divers	160 705	3,5	5,0	51 837	0,7	-3,3
<b>Par continent</b>						
Europe	3 087 113	67,8	2,0	2 983 878	40,1	-6,3
Afrique	19 783	0,4	7,5	80 328	1,1	-29,0
Asie	820 107	18,0	-10,9	3 325 284	44,7	-2,6
Amérique	622 002	13,7	16,4	988 664	13,3	-12,4
Océanie	6 306	0,1	60,5	59 020	0,8	-13,7

NB. Les différences dues aux arrondis ne sont pas rectifiées.

Source : Direction générale des douanes - Statistique du commerce extérieur / Office cantonal de la statistique

## Résultats 1995 et évolution annuelle

En 1995, les **exportations** du canton (sans métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités) s'élèvent à 7 437 millions de francs, soit 6,0 % de moins que l'année précédente (voir *tableau 3*). Pour mémoire, les exportations ont nettement progressé en 1992 et 1993; le chiffre de 1995 reste ainsi supérieur à celui de 1992. En valeur, la baisse annuelle est marquée pour l'horlogerie-bijouterie (- 10,5 %; - 547 millions). En revanche, les ventes progressent pour les produits chimiques (+ 2,9 %) et les produits agricoles (+ 74,0 %; + 39 millions; tabacs, pour l'essentiel); elles stagnent pour les machines et appareils (+ 0,2 %). Les exportations à destination d'Amérique régressent de 12,4 % (- 140 millions); pour les États-Unis, la baisse se chiffre à 11,5 %. Les ventes à destination des pays européens reculent de 6,3 % (- 200 millions). Concernant les principaux partenaires commerciaux, la variation est la suivante : - 6,7 % pour l'Allemagne, - 8,5 % pour l'Italie, - 25,9 % pour la Grande-Bretagne, mais + 1,2 % pour la France. Les exportations destinées à l'Asie se replient de 2,6 % (- 90 millions). A noter : des baisses pour Hong-Kong (- 15,9 %) et pour le Japon (- 7,4 %), des hausses pour Singapour (+ 3,7 %) et l'Arabie saoudite (+ 80,0 %; + 211 millions !).

Les **importations** du canton (sans métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités) atteignent 4 555 millions de francs en 1995, en hausse de 1,2 % par rapport à l'année précédente. Des baisses ont été enregistrées en 1991, 1992 et 1994, une augmentation en 1993. Les achats de produits énergétiques diminuent de 23,6 %, alors

que ceux de biens d'équipement progressent de 14,4 % et que les importations de biens de consommation stagnent (+ 0,1 %). Comme expliqué au début de cet article, la structure régionale des importations doit beaucoup à l'organisation des circuits de distribution. Ainsi, c'est la présence à Genève de gros importateurs qui permet d'expliquer le volume des importations de véhicules. Quant à l'augmentation enregistrée (+ 43,4 %; + 191 millions; principalement des voitures de tourisme), elle est due vraisemblablement à des modifications intervenues dans l'organisation de l'un des importateurs de voitures. En termes d'origine, les importations en provenance d'Asie diminuent (- 10,9 %; - 100 millions), alors qu'elles augmentent de 2,0 % en provenance des pays d'Europe et de 16,4 % en provenance d'Amérique. Concernant l'Europe, la variation est marquée pour l'Italie (+ 44,1 %; + 163 millions), la Grande-Bretagne (- 30,1 %; - 99 millions), la Belgique et le Luxembourg (- 21,0 %; - 27 millions). La hausse des importations en provenance d'Amérique est imputable principalement aux États-Unis (+ 18,1 %). Concernant l'Asie, la baisse touche les principaux partenaires, à l'exception de l'Arabie saoudite (+ 38,0 %; + 52 millions).

Genève est le troisième canton exportateur de Suisse, après Zurich et Bâle-Ville. Sur le plan des importations, il vient en cinquième position, après Zurich, Argovie, Bâle-Ville et Berne. En termes d'emplois (RFE 91), il occupe la sixième position, après Zurich, Berne, Vaud, Argovie et Saint-Gall.

## Palmarès 1995 des pays

Indéniablement, l'économie genevoise est largement tournée vers l'Asie. En 1995, sept pays du continent asiatique figurent au palmarès des quinze pays les plus importants en termes d'exportations. Dans le sens inverse, celui des importations, six pays d'Asie sont présents parmi les quinze premiers (voir *tableau 4*, page 22).

La liste des pays utilisée pour la statistique du commerce extérieur en compte plus de 200, mais les quinze principaux ne totalisent pas moins de 90,8 % des importations et 82,6 % des exportations du canton de Genève. Au sein de ce palmarès et pour les **importations** : huit pays européens, France largement en première position;

six pays d'Asie, Japon en tête de ces six; un pays d'Amérique, les États-Unis, occupe la deuxième place parmi les quinze. Malgré quelques changements de position, les rangs de 1995 ne diffèrent pas beaucoup de ceux de l'année précédente. Le Panama était 14<sup>e</sup> en 1994; il est 20<sup>e</sup> en 1995.

Concernant les **exportations** : sept pays d'Europe, France en tête de ces sept, mais en troisième place; sept pays asiatiques, dont Hong-Kong, au sommet du palmarès des quinze, mais talonné par les États-Unis. Dans ce sens non plus, les rangs ne sont pas bouleversés. Les quinze principaux pays de 1995 figuraient tous en 1994 parmi les quinze premiers.

Pour la Suisse, les cinq principaux pays à l'importation sont l'Allemagne, loin devant les autres, la France, l'Italie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. A l'exportation, ce sont les mêmes, mais dans un ordre très légèrement différent :

Allemagne, ici aussi loin devant les autres, France, Etats-Unis, Italie et Grande-Bretagne. Le premier pays asiatique est le Japon, qui arrive en neuvième position à l'importation et en sixième position à l'exportation. ■

Canton de Genève

Tableau 4

**Commerce extérieur en valeur, en 1995**  
**Les 15 pays les plus importants, à l'importation et à l'exportation**

	Importations			Exportations		
	Milliers de F	Rang 1995	Rang 1994	Milliers de F	Rang 1995	Rang 1994
<b>A l'importation</b>				<b>A l'exportation</b>		
France	1 467 350	1	1	Hong-Kong	1 021 570	1
Etats-Unis	859 923	2	2	Etats-Unis	953 679	2
Italie	537 133	3	5	France	829 458	3
Allemagne	426 900	4	4	Allemagne	634 334	4
Japon	309 247	5	7	Grande-Bretagne	584 896	5
Grande-Bretagne	289 790	6	3	Arabie saoudite	524 597	6
Belgique et Luxembourg	278 134	7	6	Singapour	515 543	7
Hong-Kong	219 573	8	8	Japon	481 949	8
Arabie saoudite	205 409	9	9	Italie	445 361	9
Irlande	129 028	10	10	Taiwan	221 575	10
Espagne	106 199	11	12	Belgique et Luxembourg	172 673	11
Liban	92 841	12	11	Espagne	168 300	12
Pays-Bas	85 265	13	16	Emirats arabes unis	164 940	13
Israël	77 166	14	15	Thaïlande	116 298	14
Thaïlande	63 968	15	13	Pays-Bas	103 602	15
<b>Total des 15 pays</b>	<b>5 147 926</b>	<b>///</b>	<b>///</b>	<b>Total des 15 pays</b>	<b>6 938 775</b>	<b>///</b>
En % de l'ensemble	90,8	///	///	En % de l'ensemble	82,6	///
<b>Total général</b>	<b>5 666 582</b>	<b>///</b>	<b>///</b>	<b>Total général</b>	<b>8 399 275</b>	<b>///</b>

Source : Direction générale des douanes - Statistique du commerce extérieur / Office cantonal de la statistique

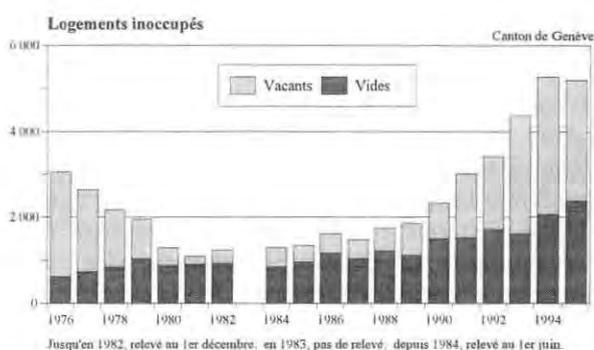
## Marché des logements et des locaux

L'analyse qui suit porte sur les résultats des différentes enquêtes 1995 concernant les logements inoccupés, d'une part, les locaux non résidentiels destinés à des activités économiques et vacants, d'autre part. Certains de ses éléments, esquissés lors de la mise à disposition des résultats, ont suscité quelque intérêt dans les milieux concernés. Bien qu'elle soit tardive, leur publication dans les collections usuelles peut encore répondre à des besoins d'information. Actuellement, les enquêtes 1996 sont en cours de réalisation. Les résultats sur les logements vacants seront connus, comme d'habitude, au mois d'août, et ceux sur les locaux vacants et sur les logements vides plus tard, dans le courant de l'automne.

Chaque année, au 1<sup>er</sup> juin, deux catégories de logements inoccupés font l'objet d'une double enquête à Genève. L'une porte sur les **logements vacants**. Ce sont des logements inoccupés au jour de référence et proposés à la vente ou à la location. L'autre concerne les **logements vides**, c'est-à-dire des logements qui ne sont plus remis sur le marché dans la perspective plus ou moins lointaine de travaux de rénovation, de transformation ou encore d'une démolition.

### Logements inoccupés en 1995 : presque autant qu'en 1994

Au 1<sup>er</sup> juin 1995, on a dénombré 5 189 logements inoccupés, soit 77 (ou 1,5 %) de moins qu'en 1994. Après plusieurs années d'accroissements considérables, c'est presque la stabilisation. Les deux catégories n'ont pas évolué dans le même sens en 1995 et le recul des logements vacants est partiellement compensé par l'augmentation des logements vides.



### Logements vides

Ils augmentent nettement en 1995. On en a dénombré 2 378 au 1<sup>er</sup> juin, contre 2 064 une année plus tôt. Ces 314 logements de plus représentent un accroissement de 15 %. En se rapprochant des 2 500 unités, un nouveau palier est franchi dans la tendance générale à la hausse observée notamment depuis le milieu des années 80.

Le stock de logements vides se renouvelle dans une proportion importante et, depuis deux ans, la rotation du stock s'accroît. Au 1<sup>er</sup> juin 1995, 59 % d'entre eux sont vides depuis moins d'un an. Seul un cinquième le sont depuis plus de trois ans.

Habituellement, les logements vides sont plutôt situés dans de vieux immeubles. Au fil des années, pourtant, le phénomène s'atténue sensiblement. En 1995, seulement 54 % des logements vides ont été construits avant 1947, contre encore 64 % en 1994. En revanche, la part des logements vides dans des immeubles construits dans les années 60 atteint 12 % et, fait nouveau, une proportion importante (30 % du total) apparaît dans les immeubles construits dans les années 70.

Une dernière observation n'est pas dépourvue d'intérêt : le nombre de logements vides de 1 à 2 pièces ne cesse d'augmenter depuis plusieurs années et se renforce considérablement en 1995 (46 % du total, contre 41 % en 1994 et 37 % en 1993). De plus en plus de projets de transformation semblent donc affecter cette catégorie de logements pour lesquels, par ailleurs, les difficultés à trouver preneur sur le marché ont considérablement augmenté ces dernières années.

## Logements vacants

*La tendance à la hausse observée depuis plusieurs années s'infléchit*

Depuis la deuxième moitié des années 80, le nombre de logements vacants augmente. Presque insensible au début, l'accroissement se fait nettement plus marqué à partir de 1991 où le pallier des 1 500 est presque atteint. En 1993, le mouvement se précipite, avec presque 1 000 logements de plus. En 1994, l'accroissement s'affaiblit mais on dépasse les 3 000 logements vacants. Cette année, la tendance se retourne nettement : avec presque 400 vacants de moins qu'en 1994, on descend à 2 800 logements vacants environ.

Cette baisse infléchit l'évolution du taux de vacance. Cet indicateur élémentaire, qui est le rapport entre le nombre de logements vacants et le nombre de logements existants, mesure le degré de tension (ou de fluidité) qui règne sur le marché du logement. La détente amorcée en 1993 et renforcée en 1994 – les 3 000 logements vacants portant le taux à 1,7 % – marque le pas en 1995 : le taux de vacance est ramené à son niveau d'il y a deux ans, soit 1,4 %.

A la même date, le taux de vacance pour l'ensemble de la Suisse augmente par rapport à l'année précédente. De 1,20 % en 1994, il passe à 1,39 %. A quatre exceptions près, dont Genève, l'accroissement par rapport à 1994 est général dans les cantons : 2,44 % dans le canton de Vaud (2,10 % une année auparavant), 0,67 % dans le canton de Zurich (0,59 % en 1994), et 0,53 % à Bâle-Ville (0,33 % en 1994).

Des indicateurs complémentaires commencent déjà à refléter le renversement de tendance qui s'est opéré à Genève. Certes, la *durée de vacance* des logements reste encore longue, et cela aussi bien pour les logements à louer que pour les logements à vendre. En 1989, 80 % des logements à louer étaient disponibles depuis moins de 6 mois et 65 % depuis moins de 3 mois. En 1995, ces durées de vacance atteignent respectivement 57 % et 39 %. Le stock continue donc à tourner au ralenti. En revanche, depuis 1994, on n'observe plus de diminution au profit de durées plus longues. L'évolution est assez semblable pour les logements à vendre : en 1989, 56 % étaient offerts depuis moins de 6 mois; en 1995, il n'y en a plus que 17 %, guère plus qu'en 1994.

De même, la pression à la baisse continue à s'exercer sur les *loyers annoncés* mais les décrochements subits qui ont marqué l'évolution dans les années précédentes s'atténuent. Dans les catégories de loyers les plus élevés (au moins 5 700 francs de loyer annuel par pièce, autrement dit, un minimum de 1 425 francs par mois pour un trois pièces), leur part a nettement baissé : approximativement, 4 vacants sur 10 en 1989, 2 en 1994 comme en 1995. A l'autre extrémité, dans les catégories de loyers les plus bas (moins de 3 000 francs par an et par pièce, soit moins de 750 francs par mois pour un trois pièces), il y a très peu d'appartements vacants (10 % du total en 1995, comme en 1994). Ce sont les catégories de loyers de 3 900 à 5 700 francs par pièce et par an, soit de 975 à 1 425 francs par mois pour un trois pièces, qui ont gonflé : leur part passe de 1 sur 10 vacants en 1989 à environ 6 en 1994 et 1995.

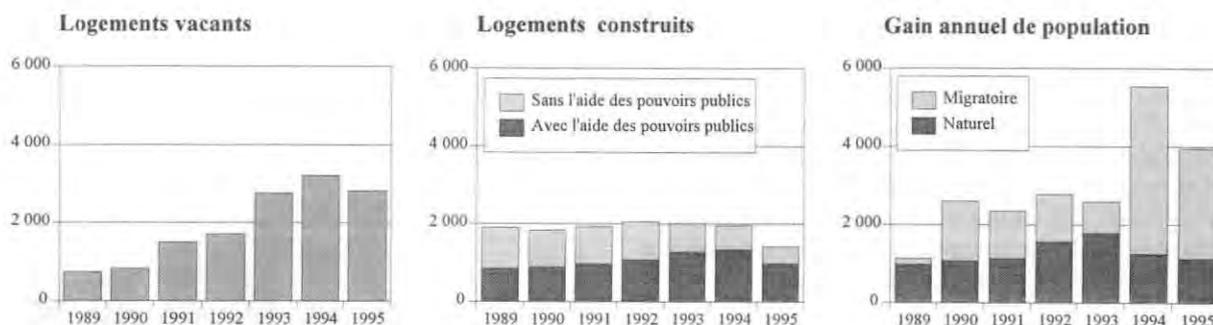
### Logements vacants, selon la catégorie

Situation au 1er juin

	Meublés	Non meublés				Total
		Villas		Appartements		
		A louer	A vendre	A louer	A vendre	
1989	29	56	125	410	116	736
1990	28	79	276	271	169	823
1991	17	79	240	897	257	1 490
1992	33	87	192	1 053	345	1 710
1993	124	51	152	2 111	321	2 759
1994	189	42	123	2 517	331	3 202
1995	148	27	113	2 266	257	2 811

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève)

Même évolution en ce qui concerne *les prix de vente*. En 1995, comme en 1994, plus de 80 % des appartements se vendent à moins de 200 000 francs à la pièce et presque deux tiers à moins de 150 000.



*Quelles sont les principales caractéristiques de ces logements vacants ?*

Fait nouveau, les logements diminuent dans toutes les catégories de taille. Néanmoins, les petits logements prédominent toujours. Les grands logements vacants (5 pièces et plus) se font nettement plus rares dès le début des années 90. Simultanément, les studios et les deux pièces augmentent. A partir de 1993, ils affluent sur le marché pour constituer jusqu'à la moitié des logements vacants en 1994 comme en 1995.

vient du marché secondaire. Il y a 4 ans, un cinquième des logements vacants n'avaient jamais été occupés. Depuis, cette proportion n'a cessé de diminuer pour s'établir à 4 % en 1995.

*Qu'est-ce qui peut expliquer le brusque retournement de tendance ?*

Les logements vacants résultent de la confrontation d'une offre et d'une demande. Ils correspondent à la partie de l'offre qui ne trouve pas preneur sur le marché.

**Taux de vacance selon la taille des logements (1)**

Situation au 1er juin

Canton de Genève

	Nombre de pièces (2)						Total
	1 et 2 (2)	2 1/2 et 3	4	5	6	7 et plus	
1989	0,26	0,26	0,28	0,38	0,70	1,46	0,40
1990	0,21	0,24	0,26	0,35	0,99	2,12	0,44
1991	0,53	0,67	0,63	0,60	0,93	1,83	0,80
1992	1,40	0,65	0,58	0,80	1,20	1,53	0,90
1993	3,43	1,25	0,73	0,78	0,96	1,35	1,44
1994	4,52	1,38	0,82	0,67	0,76	1,13	1,66
1995	3,98	1,18	0,72	0,58	0,64	1,10	1,44

(1) Cuisine comprise. (2) "Deux pièces" et studios.

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève)

On ne dispose malheureusement pas de données précises, tant quantitatives que qualitatives, sur la demande et l'offre globales de logements.

Ce que l'on sait, c'est que du côté de l'offre, les constructions neuves ont nettement chuté. Ainsi, de juillet 1994 à

La tendance est encore plus marquée pour les appartements à louer : en 1994 comme en 1995, presque 60 % d'entre eux sont des studios et des deux pièces.

Il n'y a presque plus de logements neufs parmi les vacants. Les logements vacants récents (sont considérés comme tels les logements construits durant les deux dernières années) représentaient un quart de l'ensemble en 1989 et un tiers en 1990. Depuis, cette part a chuté au fil des années jusqu'à devenir presque inexistante en 1995. En revanche, la part des logements vacants construits depuis au moins 9 ans n'a cessé d'augmenter. Entre 1989 et 1995, elle passe de deux tiers à plus de 90 % de l'ensemble.

De ce fait, il n'y en a presque plus de « première main ». La quasi-totalité des logements vacants pro-

juillet 1995, seulement 1 418 logements ont-ils été achevés, contre 1 955 une année plus tôt. Tout au long des années précédentes, on frôlait plutôt les 2 000 logements : depuis juillet 1987, en moyenne, 1 967 logements neufs étaient mis annuellement sur le marché. Si l'on considère seulement les logements construits en dehors de toute aide des pouvoirs publics, la chute est encore beaucoup plus marquée. Les logements vacants, qui appartiennent plutôt à ce segment du marché, ne sont plus alimentés par les constructions neuves.

Du côté de la demande, il y a vraisemblablement augmentation. Par leur importance, les gains récents de population ne peuvent qu'avoir suscité une demande supplémentaire. Entre juin 1993 et juin 1994, on enregistre 5 500 personnes de plus, 4 300 provenant du mouvement migratoire, 1 200 du mouvement naturel. Le phénomène se répète

encore, quoique dans une moindre mesure, entre juin 1994 et juin 1995, avec un gain de 3 900 personnes, dont 2 800 d'origine migratoire. D'un côté, une offre amoindrie par le tarissement des constructions. De l'autre, une demande potentielle en forte augmentation. Sur un fond de changements et de permutations entre occupants, ce double phénomène explique le renversement de la tendance dans l'évolution des logements vacants.

### Locaux vacants

L'enquête sur les locaux vacants est réalisée depuis 1976, simultanément à celle sur les logements vacants. A la différence de celle-ci, ses principaux résultats ne peuvent être mis en regard de l'ensemble des locaux existant dans le canton<sup>1</sup>. Toutefois, les données collectées permettent de donner quelques éléments d'appréciation sur ce marché.

#### L'engorgement persiste en 1995

Au 1<sup>er</sup> juin, on a recensé dans le canton un peu plus de 1 000 locaux commerciaux, industriels ou artisanaux vacants, qui totalisent une surface de 253 115 m<sup>2</sup> : un hectare de plus qu'en 1994, deux hectares de plus qu'en 1993. Pour la troisième année consécutive, les surfaces destinées à des activités économiques dépassent ainsi largement les 200 000 m<sup>2</sup>.

Un élément positif tout de même en 1995 : le tassement des accroissements. Amorcé à partir de 1993, il se confirme en 1995, où on enregistre une augmentation assez faible de + 5,2 %.

<sup>1</sup> Le recensement des bâtiments et des locaux non résidentiels destinés à des activités économiques ou autres (RBAE), réalisé en octobre 1995, permettra, entre autres apports, de combler cette lacune.

### Locaux commerciaux, industriels et artisanaux vacants

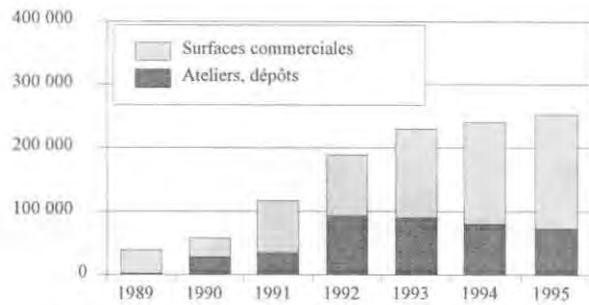
Relevé au 1<sup>er</sup> juin

	Bureaux		Arcades		Ateliers		Dépôts		Autres (1)		Total	
	Nb	m2	Nb	m2	Nb	m2	Nb	m2	Nb	m2	Nb	m2
1989	97	32 522	28	4 050	6	904	9	1 446	-	-	140	38 922
1990	86	20 816	39	8 919	14	26 362	6	746	1	700	146	57 543
1991	198	63 569	108	18 874	39	28 894	49	5 064	1	426	395	116 827
1992	267	72 597	144	23 194	97	73 396	124	19 845	-	-	632	189 032
1993	475	115 705	163	25 181	84	55 856	193	33 716	-	-	915	230 458
1994	471	117 610	200	42 337	81	37 440	205	43 140	-	-	957	240 527
1995	579	152 818	180	27 685	61	25 409	232	43 482	12	3 721	1 064	253 115

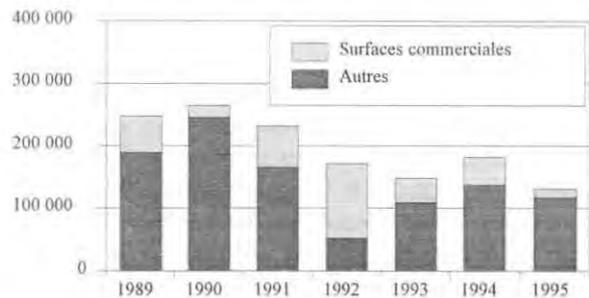
(1) Destinés à d'autres activités comme l'hôtellerie ou la restauration, ou encore dont l'affectation n'a pas été déterminée a priori.

Source : OFS (Berne) - OCSTAT (Genève)

### Locaux vacants



### Surfaces utilitaires construites



#### Un stock qui se renouvelle, quoique lentement

Derrière cet accroissement global, on observe des évolutions très disparates pour chaque type de surfaces. En 1995, les surfaces vacantes de bureau augmentent fortement (+ 35 608 m<sup>2</sup>, soit 29,9 %), tandis que les hangars et les dépôts restent stables (+ 342 m<sup>2</sup>, soit + 0,8 %). En revanche, la surface vacante des arcades diminue (- 14 652 m<sup>2</sup>, soit - 34,6 %), de même que celle des ateliers (- 12 031 m<sup>2</sup>, soit - 32,1 %). Chaque année, de nouvelles surfaces entrent dans le stock, tandis que d'autres en sortent.

Certes, ces mouvements sont encore bien lents. En 1995 (comme en 1993 et 1994), 15 % des surfaces sont vacantes depuis trois ans et plus, et les

surfaces vacantes depuis deux à trois ans représentent encore 25 % de l'ensemble (16 % en 1994). Et si plus d'un tiers des surfaces (36 %) n'attendent un preneur que depuis moins d'une année, c'est beaucoup moins que dans les années 1989-90 où c'était le cas d'au moins 80 % des surfaces. A noter en outre que le temps pendant lequel les locaux restent vacants varie sensiblement selon leur affectation. Si 38 % des surfaces de bureau et 31 % des surfaces d'arcades ont été libérées depuis moins d'un an, ce n'est le cas que pour 25 % des surfaces d'atelier.

#### *Les ajustements de l'offre et de la demande*

En 1995, la pression à la baisse sur *les prix annoncés* continue à se faire plus insistante, même si c'est un peu moins que dans les années précédentes. Rappelons qu'en 1989, 69 % des surfaces vacantes étaient offertes à plus de 500 francs par an et par m<sup>2</sup>. En 1995, c'est le cas de 10 % d'entre elles seulement.

Pour les bureaux à louer, en particulier, les trois quarts s'offrent entre 200 et 500 francs (71 % en 1994, 57 % en 1992). Dans la même fourchette, on trouve maintenant 83 % des surfaces d'arcades (78% en 1994, 66 % en 1992). Quant aux ateliers,

62 % se louent à moins de 200 francs (38 % en 1994), de même que 78% des surfaces de dépôts.

Non seulement les prix, mais les quantités offertes aussi font l'objet d'ajustements depuis plusieurs années. La statistique le montre : en 1995, il n'y a presque pas de surfaces vacantes de construction récente (dans les deux dernières années). Leur part n'a cessé de s'amenuiser depuis la fin des années 80. Atteignant 58 % en 1989, elle passe à 28 % en 1992 et 4 % en 1994. D'autres sources confirment cette évolution. Ainsi la construction de surfaces non résidentielles a-t-elle notablement chuté. Au cours de la deuxième moitié des années 80, on construit en moyenne environ 250 000 m<sup>2</sup> de surfaces par an (toutes affectations confondues) et, à partir des années 90, un peu plus de 170 000 m<sup>2</sup>.

Tous ces résultats illustrent en tout cas certaines des difficultés rencontrées dans la commercialisation de surfaces destinées à des activités économiques. La conjoncture plus que morose l'explique au moins en partie. Il faut aussi compter avec les locaux que leur ancienneté et leur volume rendent de plus en plus inadaptés à la demande. ■

# Collection "Aspects statistiques"

## Derniers numéros parus

---

- N° 97 Mars 1994**  
Economie genevoise : rétrospective 1993  
Avec quelques éléments de prévision pour 1994
- N° 98 Mars 1994**  
Les logements inoccupés à Genève
- N° 99 Octobre 1994**  
Structure professionnelle de la population résidente active du canton de Genève en 1990  
*Résultats du recensement fédéral de la population et des logements de 1990. Volume 3*
- N° 100 Novembre 1994**  
Le niveau de formation de la population du canton de Genève  
*Résultats du recensement fédéral de la population et des logements de 1990. Volume 4*
- N° 101 Novembre 1994**  
Etude socio-démographique de l'électorat genevois
- N° 102 Janvier 1995**  
La population résidente active dans le canton de Genève de 1920 à 1990  
*Résultats du recensement fédéral de la population et des logements de 1990. Volume 6*
- N° 103 Février 1995**  
Mélanges économiques
- N° 104 Mars 1996**  
Ménages et familles à Genève  
*Résultats du recensement fédéral de la population et des logements de 1990. Volume 7*
- N° 105 Mai 1996**  
Les revenus des ménages dans le canton de Genève
- N° 106 Juin 1996**  
Les mouvements pendulaires d'actifs, d'écoliers et d'étudiants dans le canton de Genève  
*Résultats du recensement fédéral de la population et des logements de 1990. Volume 8*
- N° 107 Juin 1996**  
Mélanges économiques

## Liste complète des numéros parus

---

Disponible sur demande.

## Prix 1995

---

Ce numéro	15 F
Abonnement annuel (4 à 8 numéros par an)	50 F
Abonnement combiné	90 F
Abonnement général	300 F

## Renseignements et commandes

---

Téléphone : 022 / 787 67 07  
Télécopieur : 022 / 736 29 45

# Publications de l'Office cantonal de la statistique

## Données générales

---

### **Annuaire statistique**

Environ 380 pages, parution vers la fin du mois d'octobre; recueil détaillé des principales statistiques annuelles concernant le canton de Genève et ses communes

### **Mémento statistique**

Dépliant annuel paraissant en mai (gratuit)

### **Bulletin statistique**

Bulletin mensuel de 8 pages, complété d'une feuille trimestrielle de données suisses et d'un cahier récapitulatif paraissant à fin mars-début avril

## Données commentées, analyses

---

Quatre séries identifiables par leur couleur

### **Aspects statistiques**

Couleur bleue, 4 à 6 numéros par an; série consacrée à la présentation commentée et illustrée de sujets divers traités périodiquement ou d'études ponctuelles.

### **Données statistiques**

Couleur jaune, 8 à 10 numéros par an; série permettant la diffusion rapide de résultats statistiques sous la forme de tableaux brièvement commentés

### **Etudes et documents**

Couleur rouge, diffusion par souscription; documents techniques ou données statistiques ayant valeur d'archives

### **Reflets conjoncturels**

Couleur brune; trimestriel traitant de la conjoncture économique à Genève

## Feuilles périodiques diverses

---

### **Marche des affaires**

Feuilles de couleur orange

*Industrie* : résultats du test conjoncturel; feuille mensuelle avec complément trimestriel

*Hôtellerie* : résultats du test conjoncturel; feuille trimestrielle

*Construction* : résultats de l'enquête sur l'activité de la construction et choix d'indicateurs conjoncturels complémentaires; feuille trimestrielle

*Commerce de détail* : résultats du test conjoncturel; feuille mensuelle

*Services immobiliers* : résultats du test conjoncturel; feuille trimestrielle

### **Indice genevois des prix de la construction de logements**

Recueil de tableaux, avec commentaires, couleur turquoise, paraissant début juin

### **Indices des prix à la consommation**

Feuille mensuelle, couleur violette; tableaux sur les indices suisse et genevois, avec commentaires sur l'indice genevois